

Pierre Contesenne

Militant libertaire (Alternative Libertaire), syndicaliste (SUD Aérien) et associatif (Droits devant !!)

Nouveaux mouvements sociaux, luttes anti-globalisation et perspectives d'une nouvelle Internationale

qu'au bout la dynamique, en étant persuadé de ce qu'elle est porteuse de changements fondamentaux, et ne pas seulement se situer en critique spectatrice. Ce rôle n'est pas celui d'une « avant-garde » politique se considérant aujourd'hui comme chef naturel du mouvement, et demain comme chef naturel d'un nouveau pouvoir. En cela le mouvement actuel est vivifiant dans ses exigences de contrôle, tout en comprenant bien que même dans ce mouvement, les phénomènes de délégation, d'absence de démocratie, de compromis de couloir peuvent être présents à chaque étape, comme dans tout autre. Et, évidemment, le mouvement actuel questionne aussi les marxistes révolutionnaires, les trotskystes, les obligeant à remettre à vif des débats, des idées qui avaient été congelées par les batailles obligées de la période d'hégémonie stalinienne, essentiellement, les questions du pouvoir et du regard critique sur la pratique des communistes russes dans les jeunes années de la révolution. La vision du parti-guide, même fondée sur une démocratie électorale doit être elle aussi critiquée. La perversion bureaucratique ne s'est pas limitée dans les années 1920 en Russie à la suppression de toute démocratie dans le parti. Elle a commencé dans la conviction que le parti représentait en tant que tel l'avant-garde politique, et la centralisation du pouvoir amena à se méfier du pouvoir des comités d'usines ou de soviets locaux s'ils ne suivaient pas la ligne élaborée centralement. Le pouvoir réel des soviets et des comités d'usines n'a pas disparu par extinction naturelle ou par les seuls effets de la guerre civile. Ils ont aussi disparu parce qu'ils n'avaient plus de place dans le schéma de pouvoir élaboré par le parti, n'en ayant finalement trouvé une que comme instrument de mobilisation de masse pour la prise du pouvoir.

Il faut rouvrir ces débats, pour comprendre que l'exigence de démocratie présente dans les mouvements actuels va de pair avec l'exigence anti-bureaucratique qui doit guider les révolutionnaires. Celle-ci n'implique pas seulement de veiller au multipartisme, à l'exigence d'élections libres. Elle suppose surtout l'existence et la reconnaissance de l'organisation permanente de la société par la population elle-même, organisée pour pouvoir être maître des choix décisifs. Ces éléments peuvent sans doute tisser des passerelles entre libertaires et trotskystes, car sur ce point la comparaison entre les objectifs de la Première Internationale et ceux d'une Internationale qui pourrait naître à la faveur des dynamiques actuelles est pertinente. Cette nouvelle Internationale, comme d'ailleurs les mouvements politiques à construire à l'échelle des États, devrait pouvoir rassembler dans les mêmes partis des militants de ces deux traditions.

1 Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Éditions du Seuil, 1975, p. 130.

En préalable, la référence permanente à des mouvements sociaux qui seraient forcément « nouveaux » pose problème, car elle renvoie à une interprétation inconséquente des luttes sociales par les *commentateurs autorisés* (journalistes, politologues, universitaires...) à médiatiser la bonne grille de lecture ! Cette formule apparaît après le mouvement social de 1995 pour caractériser les luttes des « sans » (chômeurs, mal logés et sans logis, sans papiers...) et est effectivement utilisée dans le langage courant dans les débats militants, au même titre que l'« exclusion ». Or, il me semble que ces deux formules traduisent en fait une falsification historique et idéologique : celle de l'occultation volontaire – ou de l'oubli, ou de la méconnaissance – par les susdits commentateurs de l'histoire des luttes du mouvement ouvrier et celle de l'occultation de la précarisation de masse comme conséquence directe d'une *relégation sociale de masse* pour permettre l'évolution d'un capitalisme financiarisé et le maintien des privilèges des classes sociales dominantes. Politique assumée aussi bien par la gauche parlementaire sociale-libérale que la droite libérale parlementaire, et dont les différentes institutions étatiques mettent en œuvre les dispositifs réglementaires, répressifs et coercitifs (le dernier en date étant la « loi anti-pauvres » du gouvernement Raffarin), sans oublier de faire appel aux associations caritatives pour les plus démunis... !

Oubli et renaissance d'un syndicalisme révolutionnaire

En effet, les luttes menées par le syndicalisme révolutionnaire (Bourses du travail...) dans tous les aspects de la vie quotidienne (travail, habitat, santé...), à la fin du XIX^e siècle, entrent en résonance avec les luttes actuelles des « sans », c'est-à-dire d'un *prolétariat précarisé en constante massification*. La nouveauté toute relative, hors toutes autres considérations sociales-historiques, consiste dans le fait que le syndicalisme contemporain dans son immense majorité (hor-

mis d'encore nombreux militant-e-s CGT, certains SUD et la CNT) abandonne progressivement le terrain des luttes sur le champ de la précarité, quelles qu'en soient les causes objectives. Processus en cours dans l'entreprise, notamment par le désinvestissement des syndicats confédérés dans leurs structures interprofessionnelles vis-à-vis d'un patronat de PME bien souvent inculte en droit du travail, anti-syndicaliste primaire et prompt à imaginer que chaque syndicaliste a son prix! Quant aux « désaffiliés » du salariat, pour reprendre l'expression de Robert Castel, le syndicalisme ne signifie plus rien. Aujourd'hui, des milliers de sans logis, des centaines de milliers de RMISTes, des dizaines de milliers de sans papiers, des millions de chômeurs éventuellement soumis au PARE, certes non encore imposé mais conçu comme une première pierre vers le *Workfare* institutionnalisé, 3,5 millions de salariés non qualifiés (essentiellement des femmes, jeunes sans diplômes, travailleurs immigrés), plus de deux millions de smicards dont le quart subiront un gel de leur salaire jusqu'en 2005 grâce à la loi Fillon... donnent corps à cette pauvreté et à cette précarité de masse.

Dans ce contexte, les « nouveaux mouvements sociaux » ont d'abord été le fait d'un réseau informel d'associations de lutte contre le chômage, la précarité et les « exclusions » et de syndicalistes de lutte, qui ont mis en pratique une *critique sociale* sur le terrain – et non de lobbying – à partir du constat de l'incapacité des syndicats confédérés et des partis de gauche, y compris d'extrême gauche dans sa composante marxiste-léniniste la plus orthodoxe, à penser la question du salariat mis *en dehors* de la condition salariale, de façon ponctuelle ou définitive. Ainsi, sans naïveté excessive, il est hallucinant de constater encore l'absence des confédérations syndicales – et au-delà des confédérations, malheureusement – au sein des luttes réactivées par les sans papiers alors que les travailleurs immigrés constituent la frange la plus honteusement surexploitée du salariat. De même la faible mobilisation autour de la répression des militant-e-s pose question.

La réelle dimension novatrice de ces mouvements sociaux s'est exprimée en partie par une retraduction de la pratique syndicaliste révolutionnaire dans l'action directe, la recherche de convergences entre ces mouvements, en associant les chercheurs en sciences sociales et les travailleurs intellectuels, des artistes et des créateurs, l'inscription dans une démarche de contre-pouvoir face aux institutions par la recherche de mobilisations de terrain, la nécessité affirmée de créer un réseau européen et internationaliste de lutte. De plus, une compréhension globale de différentes formes de domination à combattre au-delà de la seule exploitation économique, par différents fronts de lutte conçus comme une même lutte globale contre toutes formes de domination, donne une dimension incontestablement *politique* à ces mouvements.

Contre-pouvoir et politique des mouvements sociaux

Au cours des dernières années, des réseaux supranationaux se sont constitués, des Marches européennes contre le chômage en passant par les associations et « réseaux anti-mondialisation », laissant une large part aux individus souhaitant s'engager sans s'organiser de façon partidaire, avec de fortes aspirations à un dé-hiérarchisation des mouvements sociaux, pris dans un sens large. Là encore, la Confédération Européenne des Syndicats (CES) est engluée dans un accompagnement du libéralisme. Et les ONG, sans nier leur rôle de dévoilement des pratiques et stratégies des organisations internationales (OMC, FMI, Banque Mondiale, multinationales, etc.), se limitent surtout à du lobbying, qui est aussi une forme de contre-pouvoir, dans lequel s'inscrit Attac par exemple, mais qui n'envisage pas de projet anti-capitaliste de transformation sociale. Sans revenir sur les succès et les échecs de ces différents mouvements et mobilisations, différents débats essentiels ont émergé ces dernières années, en France et dans d'autres pays, sur la question de la « traduction politique » de ces mouvements ; en France autour des deux « Appels pour l'autonomie des mouvements sociaux ». En fait, il existe deux façons de poser cette question. La première est de mon point de vue inadéquate au mieux, méprisante au pire, qui consiste à disqualifier les mouvements sociaux comme infra-politiques par leur incapacité à produire un projet politique, c'est-à-dire à poser la question de la prise du pouvoir pour transformer la société, quand ils ne sont pas littéralement accusés de se limiter à une pratique de lobbying...

Or, il me semble évident qu'aujourd'hui la problématique des mouvements sociaux, en France comme en Europe et comme dans le reste du monde, dans leurs composantes de contre-pouvoir et de luttes ouvertement ou potentiellement anti-institutionnelles et anti-capitalistes – et en prenant soin de considérer les réelles forces sociales à l'œuvre – est de plus en plus analysée par une intelligence collective comme un nécessaire front de luttes spécifiques à construire, à la fois nationales, régionales et avec une dimension internationaliste grandissante (chômage, paysans sans terre, écologie, logement...), corollairement à une nécessaire *globalisation* des luttes anti-globalisation ! La véritable problématique est celle-ci, me semble-t-il : comment articuler mouvements spécifiques et projet global de transformation sociale et comment coordonner démocratiquement sans centraliser « démocratiquement »... et cette problématique est réellement en débat dans les mouvements sociaux. Faisons le tri sur certains fantasmes outranciers à la mode sur les « réseaux » comme forme spontanée et suffisante d'auto-organisation, *sans recherche pratique et théorique* d'un projet de transformation sociale, émancipateur et anti-capitaliste – sans oublier cette *réelle capacité* d'auto-organisation – pour aborder la deuxième façon de poser la question de la « traduction poli-

Hélène Pernot

Politiste, CERIEP – Centre de politologie de Lyon

Des thématiques marxistes, un esprit libertaire – L'exemple de Sud-PTT

« Sud-PTT se fixe pour objectif une rénovation profonde du syndicalisme en s'appuyant sur les aspirations des salariés et leurs expériences de mobilisation, tout en prenant à son compte les principaux acquis du mouvement syndical en France et dans le monde. »

Charte identitaire adoptée lors du 1^{er} congrès fédéral Sud-PTT de 1989 et révisée lors du congrès de 1999.

tique ». Le problème étant que cette question posée telle quelle fait l'im-passe sur une nécessaire réflexion collective sur quelques fondamentaux : l'État et ses institutions ? La prise du pouvoir par les relais institutionnels en place ? Les réponses formulées, parfois euphémisées, par les militant-e-s et organisations de tradition marxiste ne sont pas, de mon point de vue, satisfaisantes. En effet, soit on se contente de reprocher aux autres de *ne pas penser le politique...* ce qui signifie que la réponse existe et n'a même pas à être formulée puisque la *traduction politique* s'effectuera inévitablement sur le mode partidaire de type léniniste, plus ou moins rénové, et le débat est clos. Soit, à partir des débats « ouverts » du colloque, on s'inscrit dans un autre débat ouvert sur les formes et le contenu des stratégies d'actions et organisationnelles : le contre-pouvoir porte-t-il en lui l'oubli du pouvoir ? Comment concevoir cette prise de pouvoir sans poser la question des formes institutionnelles de pouvoir, au delà d'une « démocratisation » de la représentation politique au sein de ces institutions ? La conquête de l'État est-elle une étape incontournable pour transformer l'État et ses institutions, voire le transcender en un « État libertaire » ? Ce concept a-t-il une pertinence au même titre qu'une « social-démocratie libertaire » ? Après l'échec du bolchévisme bureaucratique et de tous ses avatars historiques, la social-démocratie à rénover est-elle devenue le seul projet politique de transformation sociale ? Ou bien, le modèle social-démocrate n'est-il pas aussi dans un processus de déliquescence... dans une Europe dont les gouvernements se déclinent entre droite libérale, droite dure et l'extrême-droite omniprésente ? Socialisme ou barbarie, le retour !... Mais quel « prolétariat » ? Quelles « alliances de classe » ? Quelle stratégie... ?

Il n'en reste pas moins que la perspective d'une nouvelle Internationale altermondialiste, anti-capitaliste, et non seulement « contestataire », ne peut se concevoir sans un formidable travail politique de réinvestissement militant au sein de ce nouveau prolétariat précaire, en continuant de progresser sur tous les fronts de lutte spécifiques. Nos tâches sont immenses, comme disait l'autre... Il s'agit aussi de massifier les luttes des salariés précaires ou aux marges du salariat, seule perspective crédible de faire reculer l'extrême-droite, et d'imposer réellement un contre-pouvoir pour une autre répartition des richesses, ce qui n'est pas une mince affaire !

Les quelques centaines de participant-e-s au rassemblement de protestation contre l'AMI en 1998, devant le bien nommé château de la Muette à Paris, siège de l'OCDE, auraient-ils imaginé l'ampleur du mouvement dans les années suivantes ? Continuons le combat... et le débat !

Lorsque, fin 1988, les « moutons noirs » chassés hors de la Cf. créent Sud aux PTT, ils affichent une ambition de rupture avec l'existant en matière syndicale : l'ambition de « faire autrement », de faire du « syndicalement incorrect »¹. Toutefois, cette ambition de renouveau n'est pas auto-référente. Elle se nourrit d'éléments issus des traditions marxistes et libertaires, le renouveau prenant parfois les allures d'un retour aux sources. Sud est en fait le produit composite de la rencontre entre des militants porteurs de traditions différentes, venant de la LCR ou des milieux anarchistes et libertaires, mais aussi de militants « sans tradition »². Cette contribution propose quelques éléments d'observation et de réflexion produits par un travail de repérage, sur le terrain du syndicalisme Sud et à partir de l'exemple de Sud-PTT³, des thématiques marxistes et libertaires. Elle montre en quoi le syndicalisme Sud, dans ses discours sur le monde social, dans ses pratiques de terrain et ses modes de fonctionnement, dans son rapport au politique, prend appui, de manière plus ou moins nette, sur les références traditionnelles du mouvement ouvrier, parfois en les dépassant ou en les remaniant.

Un discours critique intégrant des thématiques marxistes

Le discours critique développé par Sud-PTT intègre des thématiques marxistes sans pour autant reprendre, et même loin de là, l'ensemble de la théorie marxiste. On observe plutôt une « marxisation » très diffuse et partielle du discours⁴.

Le clivage de classe, l'exploitation capitaliste et le primat des luttes

La vision du monde social et des rapports sociaux qui ressort des productions écrites de Sud-PTT, et notamment de sa Charte identitaire, est d'inspiration mar-